

Copie SC

Département des YVELINES
Arrondissement de RAMBOUILLET
Canton de MONTFORT L'AMAURY
MAIRIE DE MERE

**DELIBERATION DU
CONSEIL MUNICIPAL du 16/12/2014**

Date de convocation
28/11/2014

L'an deux mil quatorze

Le 16 décembre à 20 heures 30

Date d'affichage
01/12/2014

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la
Mairie en séance publique sous la présidence de

Monsieur Michel RECOUSSINES, Maire,

Etaient présents :

Mrs Simon COULOMBEL, Alain MOLLE, Mmes Sylviane
DUQUENOY, Dominique CHESNEAU, Isabelle BONNUIT, Mrs
Serge BISSONNET, Michel MERCIER, Mmes Françoise
BUSTARRET, Françoise DOUCET-PREVOT, Mrs Philippe
CLEMENCE, Patrick MARIE, Mme Isabelle DEMONCHY, Mrs
Alain DAMIENS, Alain COLOMBI, Guillaume CORNILLEAU,
Mmes Sandrine PAPON, Monique BOURG,

Etait absente :

C. JUMEL-TROUFLEAU

Nombre de Conseillers

En exercice : 19

Votants : 18

Présents : 18

Mme Monique BOURG a été élue secrétaire

REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Monsieur le Maire expose que la loi pour l'Accès au logement et à un Urbanisme Rénové (Loi ALUR) du 27 mars 2014 doit rendre caducs les POS encore existants au 31 décembre 2015. La commune serait alors soumise au Règlement National d'Urbanisme à compter du 1^{er} janvier 2016. Si la commune engage la révision du POS valant élaboration du PLU, elle dispose d'un délai de trois ans à compter du 27 mars 2014 pour élaborer son document d'urbanisme.

Monsieur le Maire expose que la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (Loi SRU) du 13 décembre 2000 a notamment remplacé le Plan d'Occupation des Sols (POS) par un nouveau document, le Plan Local d'Urbanisme (PLU), différent dans son contenu du POS et que cette loi a prévu que la transformation en PLU doit être réalisée à l'occasion de la mise en révision du POS.

Monsieur le Maire expose ensuite que la révision du POS actuel est rendue nécessaire afin de disposer d'un document d'urbanisme à portée stratégique et réglementaire (opérationnelle) pour la Commune qui traduit les orientations d'aménagement et d'urbanisme souhaitées par les élus et facilite les négociations avec les autorités de l'État et les partenaires. En particuliers le PLU permettra de mettre le POS, approuvé le 02/12/1976, révisé les 22/07/1984 et 06/09/1991, modifié les 26/03/1993 – 25/03/1994 – 03/06/1996 – 22/03/1998. Révision simplifiée le 21/12/2009, modifié le 03/06/2010, en compatibilité avec la nouvelle Charte du Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse, les Schémas régionaux (SDRIF, SRCE...).

Monsieur le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la Commune de se doter d'un PLU. En effet, le POS actuel approuvé le 02/12/1976, a joué son rôle de développement modéré du village. Aujourd'hui, il ne répond qu'imparfaitement aux exigences actuelles des habitants en terme de qualité de vie, d'aménagement et de développement durable.

Il expose les principaux objectifs que la commune de MÉRÉ doit poursuivre :

- Redéfinir le document d'urbanisme pour l'adapter à l'aménagement actuel de la Commune et aux objectifs de développement durable,
- Permettre la mise en compatibilité du document d'urbanisme avec la nouvelle Charte du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse ; ainsi qu'avec l'ensemble des documents d'urbanisme régionaux,
- De veiller à une utilisation économe des espaces encore disponibles dans les zones bâties,
- Protéger et mettre en valeur les espaces agricoles et naturels, en accord avec les orientations de la charte du PNR. Il s'agira de veiller en particulier à la qualité des paysages en entrées de village.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire :

CONSIDERANT :

- Que le POS actuellement en vigueur a été approuvé le 02/12/1976, révisé les 22/07/1984 et 06/09/1991, modifié les 26/03/1993 – 25/03/1994 – 03/06/1996 – 22/3/1998. Révision simplifiée le 21/12/2009, modifié le 03/06/2010,
- Qu'il y a lieu de mettre en révision le POS sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L 123-1 et L 123-19 du code de l'urbanisme, et d'élaborer ainsi un plan local d'urbanisme,
- Qu'il y a lieu de fixer les modalités de la concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées conformément aux articles L.123-6 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, **à l'unanimité**

DECIDE :

- De prescrire l'établissement d'un PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles L 123-1 et suivants du code de l'urbanisme,
- De lancer la concertation prévue à l'article L 123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées,

Cette concertation revêtira la forme suivante :

- Affichage de la délibération,
- Edition d'un bulletin municipal comportant un dossier spécial PLU diffusé à l'ensemble de la population,
- Exposition publique,
- Dossier consultable en mairie et sur le site web communal avec téléchargement des documents prêts à diffusion.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU.

A l'issue de cette concertation, Monsieur le Maire en présentera le bilan au Conseil municipal qui en délibérera et arrêtera le projet du PLU.

DECIDE :

- De donner autorisation à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration technique du PLU,
- De donner au groupe de travail tous pouvoirs pour analyser les offres du (ou des) organisme (s) chargé(s) de l'élaboration du PLU, ainsi que le choix de l'assistance à maîtrise d'ouvrage,
- De solliciter de l'État conformément à l'article L 121.7 du code de l'urbanisme, qu'une dotation du Conseil Général soit allouée à la Commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration du PLU,
- De demander l'association des Services de l'État conformément à l'article L.123.7 du code de l'urbanisme.

PRECISE que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, seront inscrits au budget de l'exercice 2015 et suivant.

Conformément à l'article L 123.8 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera transmise et notifiée :

- Au Préfet des Yvelines,

- ▶ Aux Présidents du Conseil régional d'Ile de France et du Conseil général des Yvelines,
- ▶ Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre de Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- ▶ Au Président du Parc Naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse,
- ▶ Au Président de l'établissement public de gestion du schéma de cohérence territoriale, le cas échéant,
- ▶ Au président de la Communauté de Communes Cœur d'Yvelines,
- ▶ A l'autorité compétente en matière des transports urbains (S.T.I.F.),
- ▶ SAGE de la Mauldre.

Cette délibération sera également notifiée :

- ▶ Aux Présidents des Établissement Publics de Coopération Intercommunale voisins,
- ▶ Aux maires des communes limitrophes,

Conformément à l'article R 123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans deux journaux locaux.

Fait et délibéré les jour, mois, an que dessus


Le Maire



Michel RECOUSSINES

**Département des YVELINES
Arrondissement de RAMBOUILLET
Canton d'AUBERGENVILLE
MAIRIE DE MERE**

**DELIBERATION DU
CONSEIL MUNICIPAL DU 27 février 2024**

Date de convocation
Le 15 février 2024

**L'an deux mil vingt quatre
Le 27 février à 19 heures**

Date d'affichage
Le 19 février 2024

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie
en séance publique sous la présidence de

Monsieur Michel RECOUSSINES, Maire,

Étaient présents :

Mr Simon COULOMBEL, Mmes Sylviane DUQUENOY, Mmes
Dominique MUZZIN, Monique BOURG, Mr Alain COLOMBI, Mme
Christine RICHE, Mrs André-Laurent LEVEQUE, Alain CISSE, Mme
Isabelle PRECLAIRE, Mr Vianney BERNARD, Mmes Elodie MARIE,
Françoise DOUCET

Absent représenté :

Mme Françoise BUSTARRET représentée par Mr Michel
RECOUSSINES,
Mr Philippe CLEMENCE représenté par Mme Françoise DOUCET,

Absentes non représentées :

Mme Sandrine PAPON, Mr Jean GARNIER, Mr Richard RAPHAEL-
DUBOS, Mme Anna VIGH,

Nombre de Conseillers

En exercice : 19
Votants : 15
Présents : 13

Monsieur Vianney BERNARD a été élu secrétaire de séance

APPROBATION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLU

Le Maire de la Commune de Méré,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2112-1 et suivants,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-36 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur approuvé le 4 juin 2018,

Vu l'arrêté municipal du 19 juin 2023 engageant la procédure de modification N°1 du PLU,

Vu l'avis de la mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) n° MRAe AKIF-2023-102 du 30/08/2023,

Vu les avis émis par les Personnes Publiques associées (PPA) sur le projet de modification du PLU,

Vu l'arrêté municipal du 24 octobre 2023 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique dans le cadre de la modification du PLU tenant compte des observations de la MRAe,

Vu le déroulement de l'enquête publique du 13/11/2023 au 13/12/2023,

Vu le rapport, les conclusions et l'avis motivé du commissaire enquêteur remis le 11/01/2024 sur le fondement desquels il a émis un avis favorable au projet de modification de droit commun N°1 du PLU de Méré,

Considérant qu'à cet effet, il convient d'apporter des modifications au dossier de modification du PLU après enquête publique pour tenir compte des avis des PPA et des conclusions du commissaire enquêteur :

- Suppression de toutes les modifications apportées aux normes de stationnement véhicules
- Suppression de la baisse de la hauteur en zone UH
- Modification de la limitation des toitures terrasses à 1/3 de la superficie au sol de la construction
- Ajout des normes de stationnement pour les vélos
- Suppression de la possibilité de construire des abris à chevaux en zone N en dehors des cas visés dans le règlement
- Ajout des plans de zonage eaux pluviales du SIARNC
- Correction de quelques coquilles dans le règlement

Considérant que ces modifications n'ont pas pour incidence de porter atteinte à l'économie générale du projet, de sorte qu'elles peuvent être intégrées dans le PLU en vue de son approbation,

APRES EN AVOIR DELIBERE, le conseil municipal à l'unanimité

ARTICLE 1 : APPROUVE le plan de zonage de l'assainissement collectif et non collectif et le plan de zonage des eaux pluviales,

ARTICLE 2 : APPROUVE la modification de droit commun N°1 du PLU de la commune de MERE,

ARTICLE 3 : AUTORISE Monsieur Le Maire, à signer tous les actes afférents,

ARTICLE 4 : DIT que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R.153-21 et R.153-22 du code de l'urbanisme susvisés.

ARTICLE 5 : DIT que le PLU modifié sera tenu à la disposition du public en mairie aux heures d'ouverture.

Fait et délibéré le jour, mois, an que dessus.

Le Maire
Michel RECOUSSINES

